

# NPA : Les traits marquants de la situation politique après les régionales

mardi 30 mars 2010, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 28 mars 2010).

## Résolution politique adoptée par le Comité politique national (CPN) des 27 et 28 mars 2010.

**1/ La droite au pouvoir** a essuyé un échec cuisant réjouissant. Elle est encore moins légitime pour poursuivre sa politique de casse sociale. Si elle a obtenu autour de 26% des suffrages exprimés au premier et 35, 5 % (soit seulement 15 % des inscrits) au second tour, elle est derrière le parti socialiste dans quasiment toutes les régions. Les huit ministres en lice ont été défaits, autant, si ce n'est plus, que les autres candidats UMP. C'est bien l'ensemble de la politique du pouvoir qui a été désavouée, une politique au service des grands actionnaires et des classes les plus riches, une politique qui fait payer la facture à la majorité de la population, une politique qui détruit les services publics et les acquis sociaux. En remaniant son gouvernement et en tentant d'unifier la droite dans celui-ci, Sarkozy envoie un message clair en direction du camp réactionnaire de poursuite des réformes annoncées.

**2/ L'abstention massive** représente l'autre fait majeur de cette élection. 53 % au premier et 49 % second tour tout électorat confondu, mais près de 70 % des jeunes, les 2/3 des classes populaires et une participation qui culmine à 30 % dans beaucoup de quartiers populaires. Cela relativise la légitimité des partis institutionnels de droite comme de gauche bien que l'abstention ait légèrement diminué au second tour.

**3/ Le Front national** se relance. Bien que son score et son maintien au second soient en retrait par rapport à 2004, le FN surmonte sa crise. Il bénéficie à plein de la crise du sarkozysme et du débat sur l'identité nationale, capte un vote protestataire, y compris dans les milieux populaires et profite d'un racisme qui se maintient hélas à un niveau élevé dans le pays.

**4/ C'est l'ampleur du rejet de la droite** qui a nourri **la victoire nette du PS et de ses alliés** et leur a permis de ne pas être sanctionnés sur leur bilan de gestion des régions depuis 2004. C'est d'abord le PS qui rafle la mise, parce qu'il apparaît comme seul en capacité de remplacer la droite comme centre de gravité du pouvoir. Mais le succès de la liste Front de gauche - NPA du Limousin au second tour montre que le vote PS n'est pas automatique et qu'une fraction importante de la population souhaite voter le plus à gauche possible.

**Europe Écologie** qui réussit moins bien qu'en juin 2009 mais obtient autour de 12% des voix, s'installe comme la seconde force à gauche au plan électoral. Les raisons de ce succès sont multiples. Les préoccupations écologistes fortes dans la population, même si le programme des Verts et de leurs alliés ne porte pas une réponse à la hauteur des enjeux ce qui supposerait de rompre avec le modèle de production capitaliste. EE capte en même temps la défiance vis à vis du PS, même si les principaux responsables de ce courant politique sont largement mouillés dans le jeu institutionnel, en alliance avec le PS.

**5/ Les résultats du Front de gauche** apparaissent plutôt bons dans le contexte. Le Front de gauche enregistre une moyenne de 6, 95 % contre 6, 45 % aux européennes mais avec des résultats très contrastés et des pointes dans les bastions traditionnels PCF. La pérennisation du FG et le maintien de ses scores signifient l'installation dans le paysage politique d'une gauche réformatrice antilibérale différente du social-libéralisme même si elle en reste dépendante et qui va continuer à nous disputer l'espace de la radicalité. Le fait est qu'en choisissant l'alliance avec le Parti de gauche, le PCF, lors de ces deux élections, a enrayé son déclin électoral continu entamé dans les années 1980 sans pouvoir toutefois inverser la courbe et rencontrer une dynamique nette. Le nombre d'élus PCF est divisé par deux par rapport à 2004.

Nous avons pu vérifier dans l'entre-deux tours les désaccords fondamentaux que nous avons avec les directions des partis qui composent le Front de Gauche. Des fusions programmatiques ont été réalisées avec le PS dans quasiment toutes les régions. Le PCF a décidé de participer aux exécutifs dominés par le PS. La direction du front de gauche montre ainsi sa volonté d'aboutir à une nouvelle mouture d'union de la gauche dans la perspective de 2012. La situation n'est pour autant pas sans contradiction : maintien de la liste FDG NPA en Limousin, prise de position du PG sur les exécutifs...

#### **6/ Nos propres listes réalisent un score décevant.**

Nous n'avons pas pu, pas su lutter contre un climat abstentionniste qui touche le plus l'électorat d'extrême gauche, plus populaire, plus jeune, plus présents dans les quartiers populaires qui ne se sont pas mobilisés. Selon les sondages, plus des deux tiers des électeurs d'Olivier Besancenot en 2007 ne se sont pas rendus aux urnes. Nous avons pâti des difficultés de notre positionnement politique pour l'unité mais également pour l'indépendance vis à vis du PS, dans un contexte marqué par un rapport de forces dégradé dans lequel les élections peuvent apparaître comme le seul moyen de changer les choses. Nos propres divisions ont contribué aussi, comme l'affaire du « voile » qui est venue nous déstabiliser à un moment déjà difficile, et a éloigné des électeurs et des électrices, soit de nos listes, soit des élections elles même. Mais ce n'est pas le seul élément qui l'explique et ce CPN ouvre le débat sur le bilan de notre campagne. Il s'inscrit dans un bilan plus global de notre première année d'existence dans le cadre de la préparation de notre congrès national. Les textes représentant les différents points de vue issus du CPN ouvrant ce débat seront diffusés à l'ensemble des comités avec cette résolution.

#### **7/ Par delà leur traduction électorale, de grandes tendances** sont à l'œuvre :

- la crise économique et écologique qui s'accélère produit des résistances fortes mais insuffisantes pour enrayer à ce stade l'offensive capitaliste dans les pays où les attaques ont franchi un degré supplémentaire. Ce qui se passe en Grèce est de ce point de vue capital : la facture de la crise payée par la population avec un plan d'austérité d'une violence inouïe imposée par l'UE et conduite par un gouvernement socialiste. Les résistances s'expriment comme en Espagne sur la question des retraites.
- Un profond mécontentement s'exprime dans toute la société et s'est exprimé lors des dernières semaines de l'élection, même si les luttes n'ont pu bousculer le jeu électoral ni surmonter le blocage organisé par le pouvoir et les directions des grandes centrales syndicales.

**8/ Un projet d'alternance** s'esquisse désormais à gauche non seulement pour gérer ensemble les régions mais aussi pour préparer les échéances de 2012. Les trois composantes majeures de la gauche gouvernementale ont toutes réussi à leur manière une opération de rénovation : le PS avec une nouvelle direction, le PC avec le Front de gauche et Mélenchon, les Verts avec Europe Écologie. Une nouvelle union de la gauche se profile avec un PS dominant et un rapport de force inversé, par rapport au passé, favorable aux écologistes au détriment du PCF. Cette situation n'est pas sans

contradictions dans chacun des trois pôles mais marque une rupture par rapport à la situation antérieure d'éclatement de la gauche gouvernementale.

Nous opposons au projet d'alternance social libéral, sous la houlette du PS, une autre politique, un programme de mesures radicales anticapitalistes, sociales et écologiques, qu'appliquerait un gouvernement véritablement au service des classes populaires et qui ne craindrait pas de remettre en cause le pouvoir de la finance, des banques et du patronat. Ces mesures, nous les porterons et en débattrons partout, avec celles et ceux qui cherchent à en finir avec la droite et Sarkozy pour mettre en œuvre une politique répondant aux besoins des classes populaires pour en finir avec la dictature de la finance.

Nous sommes donc dans une situation nouvelle. Face à la reconstitution de l'union de la gauche, notre attitude est claire : nous n'en serons pas, parce que ce n'est qu'une autre façon de faire payer la crise aux travailleurs.

Nous devons explorer toutes les possibilités tant vers des courants politiques, équipes militantes, que des syndicalistes ou des écologistes radicaux. Nous devons refuser tout repli sur soi et être offensifs pour proposer une alliance anticapitaliste à tous les courants et militant-es qui refusent de payer la crise et de participer à la nouvelle union gouvernementale qui tente de se mettre en place.

Le NPA doit donc formuler rapidement des propositions et des perspectives pour les luttes et la transformation sociale et mener campagne activement en faveur d'un front visant à regrouper les organisations, courants et militants qui veulent offrir une alternative anticapitaliste opposée au Medef, à la droite et au social libéralisme comme nous y invitait le processus constituant de notre parti.

Nous sommes clairement dans le mouvement pour chasser la droite le plus vite possible. Nous en sommes l'aile la plus déterminée.

Et nous acceptons la discussion sur le contenu et les formes de l'alternative au pouvoir de la droite et au politiques de droite. Ainsi, nous répondrons favorablement à toutes les propositions de confrontation et de débat. Nous ne signerons pas de textes ou appels qui nous engageraient pour la suite dans le soutien à un éventuel gouvernement de gauche plurielle numéro 3.

Le NPA sera à même d'organiser de telles initiatives permettant de confronter les points de vue.

Sans refuser la confrontation avec l'ensemble de la gauche, nous ne pouvons pas nous placer comme ceux qui veulent " rééquilibrer " la gauche mais comme ceux qui, souhaitant une véritable rupture avec le capitalisme, tracent les voies et les moyens de cette rupture en indépendance totale avec ceux qui à gauche gèrent ce système.

C'est en ce sens que nous nous opposons à la stratégie de la direction du Front de gauche tout en continuant de débattre et d'agir avec les forces et les militants qui le constitue.

**9/ Sans attendre, nous voulons agir pour traduire sur le plan social la défaite électorale de Sarkozy.** Contesté dans la rue et écrasé dans les urnes, ce gouvernement est illégitime pour poursuivre sa politique de casse sociale. Il faut qu'il soit chassé au plus vite. Cela implique de s'engager de toutes nos forces dans l'ensemble des mobilisations et en particulier la bataille majeure que constitue le refus de la contre-réforme des retraites. La nécessité de rechercher en permanence l'unité la plus large, avec les acteurs du mouvement social, les syndicats, les associations et les partis politiques de gauche s'accompagne d'un souci de clarté politique, de la volonté d'aider à la convergence des luttes comme de défendre les mesures d'urgence indispensables face à la politique patronale. Construire l'indispensable l'unité du monde du travail nécessite une rupture avec la

politique du dialogue social et du diagnostic partagé. Comme force politique, nous devons tout faire pour atteindre cet objectif.

Le NPA favorisera le rassemblement de tous ceux et celles qui veulent construire des fronts de lutte à la base dans les quartiers et dans les lieux de travail.

L'offensive raciste de la droite et les scores de l'extrême droite exigent de faire de la reconstruction d'un front antiraciste et des mobilisation antifascistes une de nos priorités. Cela passe par une implication plus forte du NPA dans la solidarité avec les grévistes sans papiers et la construction de la Marche sur Nice contre le Françafrique en mai.

---